



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

SoftBank détrône Toyota

Le jour où la tech a terrassé l'automobile au Japon
Le géant de la tech japonais SoftBank vient de dépasser son compatriote, le constructeur automobile Toyota, en Bourse, avec plus de ... • (Page 08)

Afrique

Un continent au cœur des enjeux économiques de demain
Longtemps considérée comme un marché d'avenir, l'Afrique s'impose progressivement comme un acteur ... • (Page 09)

Bénin-Togo

Une nouvelle page s'ouvre

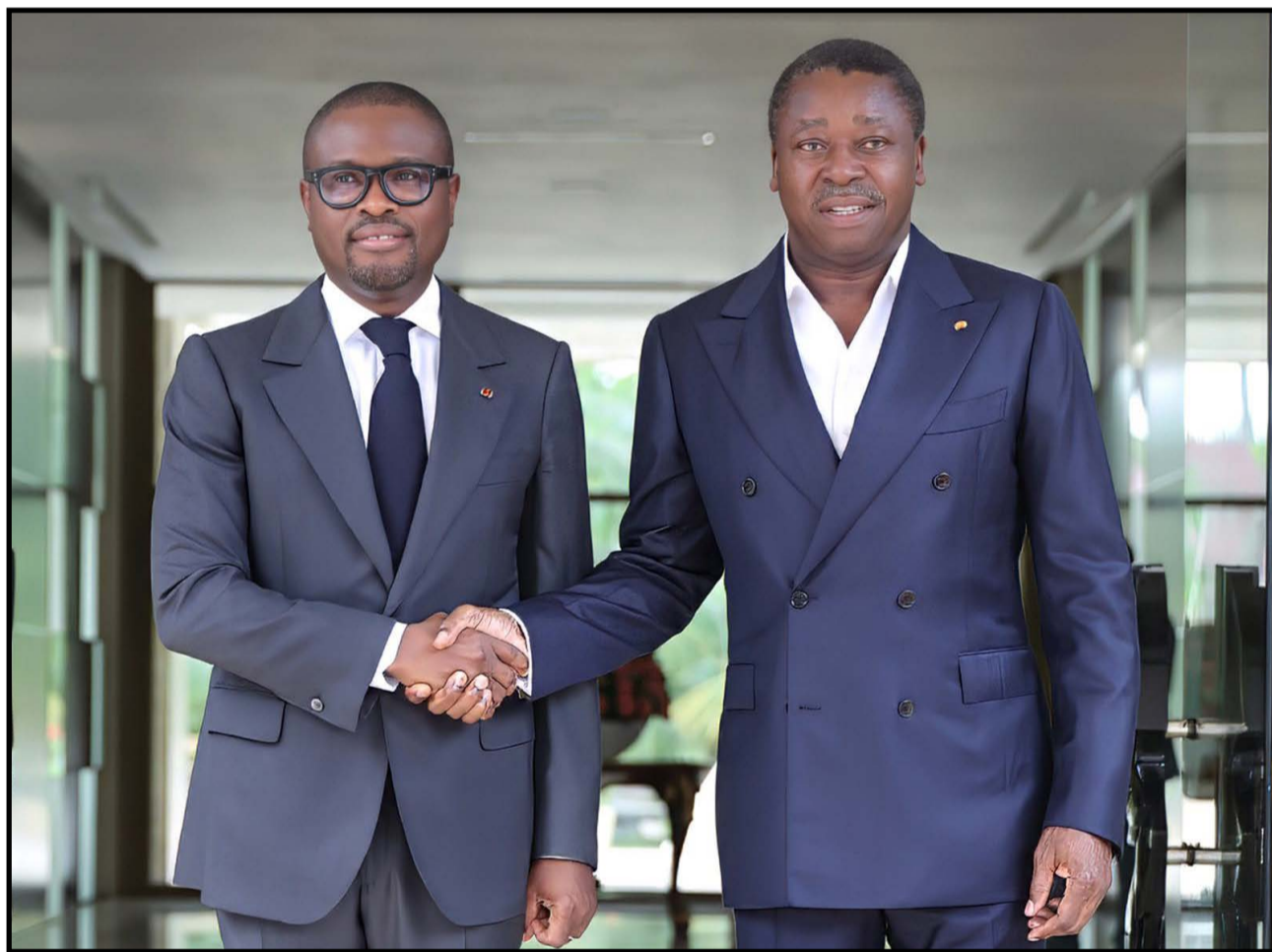
• (Page 03)

EdTech

Neuf startups togolaises réinventent l'éducation numérique
Sélectionnées par l'Agence Togo Digital, neuf startups togolaises spécialisées dans l'EdTech ont bénéficié d'un ... • (Page 02)

Cantines scolaires intégrées L'agroécologie au service de la nutrition et de la réussite des élèves
Au Togo, le projet de Promotion d'une Alimentation Scolaire Intégrée centrée sur la production agroécologique enregistre des résultats... • (Pages 04)

Marché financier régional L'AMF-UMOA engage la réflexion sur la continuité d'activité
L'Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA a ouvert à Abidjan un atelier consacré à la restitution d'une mission d'évaluation des plans de continuité d'activité des ... • (Page 06)



Infrastructure cacaoyère

• (Page 05)

Un Centre de traitement post-récolte mis en service à Mpoti

Cinkassé

El hadj Misongle Goumma Ibrahim reconnu chef canton de Nadjoundi
El Hadj Misongle Goumma Ibrahim désigné par voix électorale le 22 janvier dernier, chef du canton de Nadjoundi dans la commune Cinkassé 2, a reçu son ... • (Page 11)



EdTech

Neuf startups togolaises réinventent l'éducation numérique

Sélectionnées par l'Agence Togo Digital, neuf startups togolaises spécialisées dans l'EdTech ont bénéficié d'un programme d'incubation accélérée entre Vienne, Lomé et Accra. L'initiative vise à renforcer l'innovation numérique au service de l'éducation et du développement des compétences au Togo.

• Joël Yanclou

Le Togo poursuit ses efforts pour faire du numérique un moteur de transformation du système éducatif. Dans cette dynamique, neuf startups togolaises ont été retenues pour participer à un programme d'incubation accélérée consacré à l'e-learning et aux technologies éducatives. À l'issue d'un appel à candidatures lancé par l'Agence Togo Digital, avec l'appui du projet ProDigiT/GIZ Togo, neuf entreprises innovantes ont été sélectionnées parmi 39 candidatures. Il s'agit de Main-Bridge, Edumiaa, Eforma Africa, ENOVSKY, Edufast, SKULLVI, Deezpro, Nufia et Mon Choix Ma Carrière. Du 18 au 29 mai 2026, cinq entrepreneurs ont effectué une immersion intensive à Vienne auprès de l'organisation common sense eLearning & training consultants, reconnue comme un acteur majeur de l'écosystème européen des technologies éducatives. Les quatre autres participants ont suivi le programme à distance depuis le Djanta Tech Hub. Au cours de cette formation, les star-



tups ont approfondi leurs connaissances sur les technologies éducatives émergentes, les plateformes d'apprentissage en ligne (LMS), l'intelligence artificielle appliquée à l'éducation, les modèles économiques du secteur, la gamification, l'accessibilité numérique ainsi que le design pédagogique. Cette expérience leur a permis d'évaluer leurs solutions à l'aune des standards internationaux tout en affinant leur capacité à répondre aux besoins spécifiques des apprenants togolais et africains. Le programme se poursuit du 3 au 6 juin 2026 à Accra avec la participation des startups à l'eLearning Africa 2026, l'un des principaux rendez-vous du secteur sur le continent.

L'innovation numérique comme catalyseur de la trans-

formation éducative

L'initiative traduit la volonté des autorités togolaises de soutenir l'émergence d'un écosystème numérique capable de répondre aux défis du secteur éducatif. Dans un contexte marqué par la digitalisation croissante de l'enseignement, les startups EdTech jouent un rôle essentiel dans le développement de solutions innovantes favorisant l'accès au savoir, l'amélioration des méthodes pédagogiques et l'acquisition de compétences adaptées aux exigences du marché du travail. L'exposition des entrepreneurs togolais à des environnements technologiques avancés leur permet de renforcer leurs capacités d'innovation, de développer des partenariats internationaux et d'intégrer les meilleures pratiques mondiales dans leurs solutions. L'accent mis sur l'accessibilité et l'adaptation aux réalités africaines constitue également un facteur clé pour garantir l'impact et la durabilité des innovations développées. Au-delà de l'accompagnement entrepreneurial, cette démarche participe à la construction d'un écosystème national favorable à l'économie numérique et à la formation des talents de demain. Le programme est mis en œuvre avec l'appui de common sense eLearning & training consultants et du Djanta Tech Hub, avec le soutien du projet ProDigiT de la GIZ Togo. Ce projet bénéficie d'un cofinancement de l'Allemagne, du Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et de l'Union européenne.



Image du jour

BOAD
DEVELOPMENT DAYS

MODÉRATEUR

Dr Tchapo A. SINGO
Directeur Général de l'Énergie au Ministère chargé de l'Énergie et des Ressources Minières, Directeur Général de l'Agence Togolaise d'Électrification Rurale et des Énergies Renouvelables (AT2ER)

11 & 12 JUIN 2026
LOMÉ-TOGO



AUX DÉCIDEURS ...

Le pari gagnant de l'excellence

Longtemps, les économies africaines productrices de matières premières ont été enfermées dans un modèle où la richesse quitte les territoires sous forme brute, tandis que la valeur ajoutée se construit ailleurs. Avec l'inauguration du Centre de traitement post-récolte de cacao d'excellence de Mpoti, dans la commune de Blitta 3, le Togo envoie un signal fort : l'avenir de sa filière cacao ne se mesurera plus uniquement en tonnes exportées, mais en qualité produite, valorisée et reconnue sur les marchés internationaux.

Cette initiative, portée par le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) avec l'appui des partenaires français, notamment les Chocolatiers-Confiseurs de France, dépasse largement le cadre d'un simple investissement infrastructurel. Elle traduit une vision économique moderne fondée sur la montée en gamme, la maîtrise des standards internationaux et la création de valeur au bénéfice des producteurs.

Le choix stratégique est pertinent. Dans un marché mondial du cacao soumis à de fortes fluctuations de prix, la qualité constitue souvent la meilleure protection contre l'incertitude. Les cacaos fins et aromatiques, recherchés par les chocolatiers artisanaux et les consommateurs exigeants, échappent en partie à la volatilité qui affecte les marchés de masse. En misant sur l'excellence, le Togo se positionne sur un segment où la rémunération du travail agricole est davantage liée à la qualité qu'au volume.

L'engagement des Chocolatiers-Confiseurs de France revêt, à cet égard, une importance particulière. Il ne s'agit pas seulement d'un soutien financier ou technique. C'est la reconnaissance du potentiel du cacao togolais par des acteurs qui maîtrisent les exigences des marchés les plus sélectifs. Les formations dispensées aux producteurs, l'accent mis sur la fermentation et le séchage, ainsi que l'analyse des profils aromatiques des fèves témoignent d'une approche globale visant à révéler l'identité propre du terroir togolais.

Cette coopération ouvre également des perspectives commerciales inédites. La possibilité de voir émerger un chocolat 100 % togolais commercialisé dans des boutiques françaises et européennes constitue une avancée symbolique et économique majeure. Elle démontre qu'un produit africain peut être reconnu non pas uniquement pour son origine, mais pour son excellence.

L'autre aspect remarquable du partenariat réside dans la sécurisation des revenus des producteurs. L'engagement d'un prix plancher de 1 400 francs CFA le kilogramme représente une garantie précieuse dans un secteur souvent fragilisé par les variations des cours mondiaux. Cette stabilité constitue un levier essentiel pour encourager les producteurs à investir davantage dans la qualité et à inscrire leur activité dans une logique durable.

L'ambition affichée par le CCFCC de multiplier les centres d'excellence à travers le pays, après Wawa et Mpoti, avec un futur site annoncé à Agou, mérite d'être saluée. Elle traduit une politique cohérente qui place l'innovation, la formation et la valorisation des terroirs au cœur du développement agricole.

Le défi reste toutefois considérable. Produire un cacao d'exception exige une discipline rigoureuse, des investissements constants et un accompagnement technique de proximité. La réussite de cette stratégie dépendra de la capacité à maintenir les standards de qualité dans la durée et à renforcer progressivement les capacités de transformation locale.

À Mpoti, ce n'est donc pas seulement un centre qui ouvre ses portes. C'est une nouvelle page de l'histoire du cacao togolais qui s'écrit, avec la qualité comme moteur de développement et l'excellence comme horizon.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)**	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes. Source : tresor.economie.gouv.fr

Bénin–Togo

Une nouvelle page s'ouvre

En visite d'amitié et de travail à Lomé ce 3 juin 2026, le président béninois Romuald Wadagni a été reçu par le président du Conseil togolais, Faure Essozimna Gnassingbé. Les deux dirigeants ont réaffirmé leur volonté de renforcer la coopération bilatérale et de promouvoir l'intégration régionale face aux défis sécuritaires et économiques de l'Afrique de l'Ouest.

• Joël Yanclou

Faure Gnassingbé et Romuald Wadagni relancent l'axe de coopération régionale. À son arrivée dans la capitale togolaise, le chef de l'État béninois a été reçu au Palais de la Présidence du Conseil de la République togolaise, Faure Essozimna Gnassingbé. Cette rencontre de haut niveau a permis aux deux dirigeants d'échanger sur les principaux enjeux qui concernent leurs pays ainsi que l'avenir de la sous-région ouest-africaine. À l'issue de leurs entretiens, Faure Essozimna Gnassingbé a salué la qualité des relations qui unissent les deux nations voisines. Dans un message publié sur sa page Facebook, il a exprimé sa satisfaction quant à la tenue de cette rencontre et à la convergence de vues entre Lomé et Cotonou. « Je remercie mon frère, SEM Romuald Wadagni, Président de la République du Bénin pour sa visite de travail ce jour à Lomé », a déclaré le président du Conseil togolais, soulignant que les discussions ont porté sur le renforcement des relations d'amitié et de coopération ainsi que sur les défis et opportunités liés à l'intégration économique, à la paix et au développement. Les deux responsables ont notamment abordé les questions relatives à la coopération économique bilatérale, au développement des infrastructures régionales, à la facilitation des échanges commerciaux et à la sécurité aux frontières. Les enjeux liés à la stabilité politique et à l'intégration de l'espace ouest-africain ont également occupé une place importante dans les discussions. La volonté commune de renforcer les liens entre les deux pays s'inscrit dans une dynamique de concer-



tation permanente visant à favoriser la prospérité des populations et à consolider les acquis de l'intégration régionale. Les deux dirigeants ont ainsi réaffirmé leur engagement à poursuivre les actions conjointes dans un esprit de fraternité, de solidarité et de coopération mutuellement bénéfique.

Signal fort pour la diplomatie sous-régionale

Au-delà de son carac-

tère protocolaire, la visite de Romuald Wadagni à Lomé revêt une forte portée politique et diplomatique. Elle intervient dans un contexte régional marqué par de multiples défis sécuritaires, économiques et institutionnels qui nécessitent une coopération accrue entre les États ouest-africains. L'un des principaux enseignements de cette rencontre réside dans la volonté affichée par le nouveau président béninois de placer

les relations de voisinage au centre de son action extérieure. Depuis son entrée en fonction, Romuald Wadagni multiplie les initiatives diplomatiques en direction des pays de la sous-région afin de renforcer les mécanismes de dialogue et de concertation. La visite de Lomé s'inscrit d'ailleurs dans une tournée sous-régionale inaugurale entamée au Nigeria le 1er juin 2026, avant des étapes au Niger et au Burkina Faso le 2 juin. Ce choix stratégique traduit la volonté des nouvelles autorités béninoises de promouvoir une approche fondée sur la coopération régionale et le développement partagé.

Liens historiques, culturels et économiques

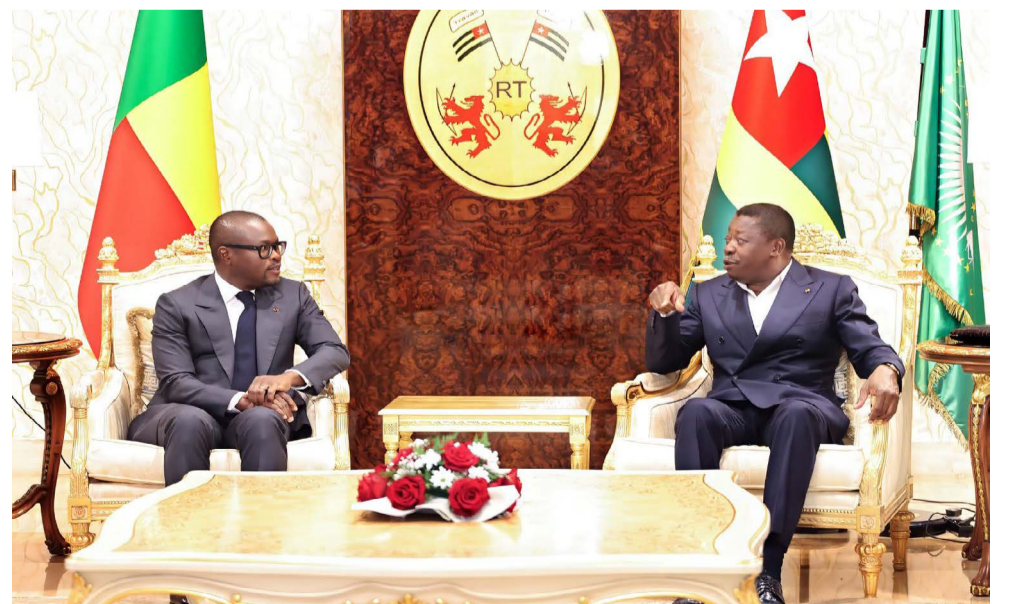
Pour le Togo, cette rencontre constitue également

une opportunité de consolider ses partenariats avec ses voisins immédiats. Les deux pays entretiennent des liens historiques, culturels et économiques étroits. Ils partagent une longue frontière, des échanges commerciaux importants ainsi que des intérêts communs dans les domaines du transport, de l'énergie, de la sécurité et du commerce transfrontalier. Dans un contexte où l'intégration économique régionale demeure un levier essentiel de croissance, le rapprochement entre Lomé et Cotonou apparaît comme un facteur favorable à la stabilité et à la prospérité de l'espace ouest-africain. La coordination des politiques publiques et le développement d'infrastructures communes pourraient contribuer à renforcer davantage la

compétitivité des économies des deux pays.

Reprise d'un dialogue présidentiel de haut niveau

La visite de Romuald Wadagni constitue la première visite officielle d'un président béninois à Lomé depuis près de neuf ans. En effet, la dernière visite officielle d'un chef de l'État béninois au Togo remontait au 11 octobre 2017, lorsque Patrice Talon s'était rendu à Lomé dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre les deux pays. Après cette date, aucun déplacement officiel du président béninois n'avait été enregistré sur le territoire togolais jusqu'à la fin de son mandat en mai 2026. L'arrivée de Romuald Wadagni à la tête du Bénin ouvre ainsi une nouvelle phase dans les relations entre les deux États. Sa visite à Lomé apparaît comme un geste fort destiné à relancer la dynamique diplomatique entre Cotonou et Lomé et à renforcer les mécanismes de coopération existants. La « lune de miel » diplomatique entre les deux capitales semble ainsi retrouver un nouvel élan, porté par une ambition commune : construire un espace ouest-africain plus intégré, plus sûr et davantage tourné vers le progrès économique et social de ses populations.



Cantines scolaires intégrées au Togo

L'agroécologie au service de la nutrition et de la réussite des élèves

Au Togo, le projet de Promotion d'une Alimentation Scolaire Intégrée centrée sur la production agroécologique enregistre des résultats encourageants. Jardins scolaires, compostage et formation des acteurs communautaires contribuent à améliorer durablement l'alimentation de près de 2 800 élèves tout en renforçant l'implication des communautés locales.

● Joël Yanclou

Actions concrètes pour une alimentation scolaire durable. Mis en œuvre par l'ONG Code Utile dans le cadre du Projet de Promotion de Modèles d'Alimentation Scolaire Intégrée en Afrique de l'Ouest (PMAI-AO), le programme poursuit son déploiement dans plusieurs écoles togolaises avec des résultats significatifs enregistrés au premier trimestre 2026. L'une des réalisations majeures concerne l'installation et la sécurisation de huit jardins scolaires dans les établissements bénéficiaires. Ces espaces de production fournissent désormais des légumes frais et nutritifs destinés aux cantines scolaires, permettant d'améliorer la qualité des repas servis à environ 2 794 élèves. Face aux contraintes liées à l'accès à l'eau dans certaines localités, le projet a également introduit des pratiques de gestion efficiente des ressources hydriques afin de garantir la continuité des activités maraîchères et la productivité des jardins sco-



laires. Dans une démarche respectueuse de l'environnement, cinq écoles ont été équipées de dispositifs de compostage destinés à produire des fertilisants naturels. Cette initiative favorise l'adoption de pratiques agroécologiques tout en offrant aux élèves des opportunités d'apprentissage pratique sur les techniques agricoles durables. Parallèlement, le projet a renforcé les compétences des acteurs communautaires impliqués dans la gestion des cantines. Au total, 192 mamans cantinières ont bénéficié de formations sur la nutrition, l'alimentation équilibrée et les règles d'hygiène alimentaire. Ces sessions visent à améliorer la qualité sanitaire et nutritionnelle des repas préparés au quotidien pour les enfants.

Une approche intégrée qui produit des effets durables

Les résultats enregist-

trés illustrent l'intérêt croissant des modèles d'alimentation scolaire intégrée comme outil de développement local. En reliant directement la production agricole aux besoins des cantines scolaires, le projet réduit la dépendance aux approvisionnements extérieurs tout en valorisant les ressources locales. L'intégration de l'agroécologie dans les activités scolaires constitue également un atout majeur. Au-delà de l'amélioration de la qualité des repas, cette approche sensibilise les élèves aux enjeux de la protection de l'environnement, de la gestion durable des ressources naturelles et de la sécurité alimentaire. L'implication active des communautés, notamment à travers la formation des mamans cantinières, contribue à renforcer l'appropriation du projet par les bénéficiaires. Cette dynamique favorise la pérennisation des acquis et crée un environnement propice à l'amélioration de la santé et des performances scolaires des enfants. En associant nutrition, agriculture durable et participation communautaire, le programme se positionne comme un modèle innovant de lutte contre la malnutrition et de promotion du développement local.



Droits humains

Les FDS formées à la prévention des disparitions forcées

Le ministère de la Justice et des Droits humains a lancé à Lomé un atelier de formation destiné aux forces de défense et de sécurité (FDS) sur la prévention des disparitions forcées. Cette initiative vise à renforcer la maîtrise des obligations découlant de la convention internationale ratifiée par le Togo en 2014.

● Wilson Lawson

Se former pour mieux protéger les droits fondamentaux. Le ministère de la Justice et des Droits humains a ouvert, mardi 2 juin 2026 à Lomé, un atelier de renforcement des capacités des agents des forces de défense et de sécurité sur la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Organisée avec l'appui technique du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la célébration du 20^e anniversaire de l'adoption de cet instrument juridique majeur en matière de protection des droits humains. Les participants sont appelés à approfondir leur connaissance des dispositions de la Convention ainsi que des obligations qui incombent aux autorités publiques dans sa mise en œuvre. Les échanges porteront également sur les mécanismes de prévention des disparitions forcées, la protection des victimes et les dispositions pertinentes du nouveau Code pénal togolais. S'exprimant à l'ouverture des travaux, la Coordinatrice résidente du système des Nations Unies au Togo, Coumba Sow, a réitéré l'engagement des Nations Unies à soutenir les



efforts du gouvernement togolais en faveur de la promotion et de la protection des droits humains. Elle a salué une initiative qui contribue au renforcement des capacités des institutions nationales chargées du respect des engagements internationaux. Au nom du Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits humains, le Secrétaire général du ministère, MISSITE Aworou, a souligné que cette activité s'inscrit dans la dynamique de consolidation de l'État de droit et de renforcement des garanties offertes aux citoyens conformément aux principes consacrés par la Constitution togolaise.

Engagement renforcé pour la prévention et la justice

La tenue de cet atelier traduit la volonté des autorités togolaises de renforcer l'appropriation des instruments internationaux de protection des droits hu-

ains par les acteurs chargés de leur mise en œuvre. Les forces de défense et de sécurité occupent en effet une place centrale dans la prévention des disparitions forcées, phénomène considéré comme l'une des violations les plus graves des droits fondamentaux. En améliorant leur connaissance du cadre juridique national et international, le gouvernement entend réduire les risques d'atteinte aux droits des personnes et promouvoir une culture de responsabilité au sein des institutions publiques. L'initiative participe également au renforcement de la coopération entre les autorités nationales et les partenaires internationaux dans la mise en œuvre des engagements du Togo en matière de droits humains. Elle favorise une meilleure harmonisation des pratiques professionnelles avec les standards internationaux. Prévu du 2 au 5 juin 2026, l'atelier se déroule en plusieurs phases. Après la session consacrée aux forces de défense et de sécurité, les travaux se poursuivront le 4 juin avec les magistrats avant de s'achever le 5 juin par une rencontre conjointe réunissant l'ensemble des acteurs de la chaîne pénale. Cette approche vise à renforcer la coordination institutionnelle et à assurer une application cohérente des dispositions de la Convention sur l'ensemble du territoire national.



Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)



● Source : tresor.economie.gouv.fr

Infrastructure cacaoyère**Un Centre de traitement post-récolte mis en service à Mpoti**

La commune de Blitta 3 a inauguré, le 3 juin 2026 à Mpoti, un Centre de traitement post-récolte du cacao d'excellence. Fruit d'une coopération entre acteurs togolais et français, l'infrastructure ambitionne d'améliorer la qualité du cacao, les revenus des producteurs et la compétitivité de la filière.

● **Dieudonné Amouzovi**

Nouvel outil au service de la qualité et de la valeur ajoutée. La localité de Mpoti, dans la préfecture de Blitta, a accueilli le 3 juin 2026 la cérémonie officielle d'inauguration du Centre de traitement post-récolte du cacao d'excellence. Cette infrastructure est composée d'une salle de fermentation, d'un hall de séchage, d'un magasin de stockage, de bureaux et laboratoire. Prenant la parole à cette occasion, le Secrétaire général du Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao, Enselme Gouthon, a souligné que ce centre répond pleinement aux objectifs des Plans de développement des filières café et cacao adoptés en octobre 2024. Ces plans stratégiques, élaborés avec l'appui du CCFCC, visent notamment l'amélioration durable de la production, de la productivité et de la qualité du cacao togolais à l'horizon 2030. Selon lui, le nouveau centre de Mpoti-Blitta, tout comme celui de Kessibo-Abréwankor inauguré quelques jours plus tôt, contribuera à renforcer la compétitivité du Togo sur les



marchés internationaux spécialisés. Grâce à des procédés de traitement post-récolte mieux maîtrisés, les producteurs pourront valoriser davantage leur production et renforcer la notoriété de l'« Origine Togo ». Le CCFCC a réaffirmé son engagement à accompagner le fonctionnement de cette infrastructure afin qu'elle génère des retombées concrètes pour les producteurs et pour l'économie nationale.

Coopération décentralisée

De son côté, la vice-présidente du Département des

Yvelines, Marie-Hélène Aubert, a salué l'aboutissement d'un projet né d'une coopération décentralisée de longue date entre le département français et la commune de Blitta 3. Elle a rappelé que ce centre constitue la première étape d'un programme plus vaste destiné à renforcer les filières café et cacao. Le projet a mobilisé plusieurs partenaires, notamment l'Association des Chocolatiers et Pâtisiers du Monde, des collectivités françaises, le ministère français des Affaires étrangères ainsi que des acteurs locaux engagés dans le développement agricole. Pour la responsable française, cette initiative vise à créer davantage de valeur ajoutée sur le territoire togolais, à garantir une rémunération plus stable aux producteurs et à inscrire le cacao togolais dans une dynamique d'excellence susceptible d'ouvrir la voie à la reconnaissance du cacao fin. Le responsable de

l'association Unir Agir pour le Développement (UAD), structure chargée de la gestion du centre, a pour sa part insisté sur le caractère structurant de cette réalisation. Selon lui, l'infrastructure est le fruit d'un long processus de diagnostic, de formation des coopératives, de renforcement des capacités des producteurs et d'amélioration des pratiques culturales. La solennité a été marquée une remise d'attestation de formation aux personnels du CTPR-MB et aux formateurs sur les techniques d'amélioration de la production post-récolte de cacao.

Une nouvelle dynamique pour la filière cacao togolaise

L'inauguration du Centre de traitement post-récolte de Mpoti intervient dans un contexte où le Togo cherche à améliorer la qualité de ses produits agricoles afin de mieux se positionner sur les marchés internationaux. La transformation post-récolte constitue l'un des maillons les plus importants de

la chaîne de valeur du cacao. Une fermentation maîtrisée permet d'améliorer les caractéristiques organoleptiques des fèves, de répondre aux exigences des acheteurs spécialisés et d'accéder à des segments de marché à forte valeur ajoutée. L'ambition affichée par les partenaires du projet est de réduire progressivement la dépendance à l'exportation de matières premières peu valorisées et de favoriser une meilleure rémunération des producteurs grâce à une qualité supérieure.

Coopération multi acteurs

La coopération entre producteurs, collectivités territoriales, organisations professionnelles du chocolat et partenaires techniques illustre une approche intégrée du développement agricole. Elle permet de rapprocher les producteurs des utilisateurs finaux du cacao et de mieux prendre en compte les attentes

des consommateurs internationaux. L'orientation vers des pratiques durables, notamment l'agroforesterie et les méthodes de production respectueuses de l'environnement, constitue également un atout majeur dans un marché mondial de plus en plus sensible aux critères de durabilité et de traçabilité.

Au service du développement local

Le Centre de traitement post-récolte du cacao d'excellence de Mpoti s'inscrit dans le cadre du projet « Développement territorial et agricole au Togo et au Cameroun », soutenu par le Département des Yvelines et plusieurs partenaires institutionnels et professionnels. Cette initiative est portée localement par l'UAD, opérateur de mise en œuvre et de suivi des actions de coopération en Afrique pour le compte du Département des Yvelines. Elle bénéficie également de l'implication des collectivités locales de Blitta 3, des coopératives de producteurs, de l'Association des Chocolatiers et Pâtisiers du Monde ainsi que de plusieurs organismes de formation et de développement agricole. Depuis plusieurs années, le Togo s'est engagé dans une stratégie de modernisation de ses filières café et cacao. L'adoption, en 2024, des plans de développement sectoriels jusqu'en 2030 traduit cette volonté de renforcer la qualité, la productivité et la compétitivité des productions nationales.



Marché financier régional

L'AMF-UMOA engage la réflexion sur la continuité d'activité

L'Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA a ouvert à Abidjan un atelier consacré à la restitution d'une mission d'évaluation des plans de continuité d'activité des acteurs du marché financier régional. L'objectif est de renforcer la résilience du système face aux risques et aux crises.

● Vivien Atakpabem

Le président de l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine, Kossi TENOU, a présidé le 1er juin 2026 à Abidjan la cérémonie d'ouverture de l'atelier de restitution des conclusions de la mission d'évaluation de la qualité et de l'effectivité des Plans de Continuité d'Activité (PCA) des infrastructures de marché et des intermédiaires agréés. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du Projet d'Accélération du Développement Durable du Marché Financier Régional (PACDEM), mis en œuvre avec l'appui de l'Agence Française de Développement. Les participants sont appelés à examiner les résultats des diagnostics réalisés



auprès des différents acteurs du marché financier régional. Les travaux porteront également sur les recommandations visant à améliorer le cadre réglementaire existant et à définir les modalités de mise en place d'un mécanisme coordonné de gestion des crises. L'ambition affichée est de parvenir à un modèle harmonisé de continuité d'activité applicable à l'ensemble des institutions et infrastructures du marché financier régional afin de garantir une réponse co-

hérente et efficace en cas de perturbation majeure. Dans son allocution, le président de l'AMF-UMOA a souligné que la continuité d'activité est devenue une nécessité stratégique pour préserver la stabilité des marchés, maintenir la confiance des investisseurs et assurer le fonctionnement ininterrompu des services essentiels.

Enjeu majeur pour la résilience du marché régional

L'organisation de cet atelier intervient dans un contexte où les marchés financiers sont confrontés à des risques de plus en plus diversifiés, allant des cyberattaques aux catastrophes naturelles, en

passant par les crises sanitaires et les défaillances technologiques. Face à ces défis, la mise en place de plans de continuité d'activité performants constitue un élément essentiel pour limiter les interruptions de service et réduire les impacts potentiels sur les investisseurs et les opé-

rateurs économiques. L'approche adoptée par l'AMF-UMOA traduit une volonté de renforcer la gouvernance des risques à l'échelle régionale. En harmonisant les pratiques et les procédures, le régulateur cherche à améliorer la capacité de réaction des acteurs du marché tout

en consolidant la crédibilité de la place financière régionale. Cette démarche devrait également contribuer à renforcer l'attractivité du marché financier de l'Union en offrant aux investisseurs un environnement plus sûr, plus prévisible et mieux préparé aux situations de crise.



Coopération

Le Sénégal et la Gambie resserrent leurs liens

Lors d'une visite de travail à Banjul, président sénégalais Bassirou Diomaye Faye et son homologue gambien Adama Barrow ont échangé sur des questions régionales, la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique de l'Ouest.

Le président de la République du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye, s'est rendu en Gambie le samedi 30 mai pour une visite de travail visant à renforcer la coopération bilatérale, selon une publication de la présidence sénégalaise. Selon Dakar, le chef de l'État sénégalais et son homologue gambien Adama Barrow ont engagé des discussions sur plusieurs dossiers d'intérêt commun, avec pour objectif de consolider leur coopération dans l'ensemble des secteurs stratégiques. Les échanges ont également porté sur les questions régionales, notamment la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique de l'Ouest. « Les dirigeants ont [...] évoqué la situation internationale, caractérisée par de fortes tensions géopoliti-



tiques, notamment en Europe et au Moyen-Orient, dont les répercussions se font sentir sur le continent africain. Cette analyse partagée a mis en évidence la nécessité d'une coordination accrue et d'une solidarité renforcée entre États africains face aux défis globaux », a indiqué la présidence sénégalaise. Le Sénégal et la Gambie multiplient les initiatives pour renforcer leur coopération dans des secteurs stratégiques, au profit des populations. Depuis son investiture, le président Bassirou Diomaye Faye a notamment intensifié les

échanges avec les pays voisins, dont la Mauritanie, la Guinée-Bissau, le Mali et le Burkina Faso, entre autres. Selon le Haut-Commissariat de la Gambie et du Sénégal, les deux pays entretiennent une coopération étroite dans le cadre du processus d'intégration de la CE-DEAO, favorisant la libre circulation des personnes, des biens et des services. Cette dynamique s'est notamment traduite par la signature, en 2021, d'une déclaration sur le commerce de transit visant à fluidifier les échanges commerciaux et à renforcer la sécurité des opérations transfrontalières. En 2024, selon l'International Trade Center, leurs échanges commerciaux s'élevaient à plus de 215 millions de dollars.

Avec Agence Ecofin

Exportation

Emmanuel Assiak nommé Directeur général du FEDA

Le Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA), branche d'investissement en capital de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), annonce la nomination de M. Emmanuel Assiak au poste de Directeur Général, à compter du 15 décembre 2025.

● Vivien Atakpabem

La nomination intervient à un moment charnière de la croissance de FEDA, qui poursuit le développement de ses activités d'investissement afin de soutenir les efforts de développement des exportations et l'industrialisation de l'Afrique, notamment dans un contexte de forte fuite des capitaux. Un leadership fort sera essentiel pour mener à bien la mission de FEDA, qui consiste à mobiliser et à déployer des capitaux dans des secteurs tournés vers l'exportation, conformément aux priorités stratégiques d'Afreximbank. M. Assiak possède plus de 30 ans d'expérience dans les services financiers, dont une vingtaine d'années dans le capital-investissement. Il possède une solide expérience en matière de pilotage et d'accompagnement d'investissements de grande envergure sur les marchés africains, avec une expertise pointue en structuration de transactions, déploiement de capitaux et création de valeur. Il a dirigé des investissements dans de multiples secteurs en Afrique, siége à plusieurs conseils d'administration et mené à bien des transactions complexes et des sorties d'investisseurs. Son expérience couvre le leadership, les partena-



riats stratégiques, le développement institutionnel et la conduite d'investissements transformateurs sur le continent. Il est étroitement impliqué dans le développement de FEDA depuis sa création, ayant occupé les fonctions de Directeur fondateur et de Directeur général/Directeur des investissements pendant plus de six ans, et plus récemment celles de Directeur général par intérim depuis novembre 2025. Durant son mandat de Directeur des investissements, il a joué un rôle clé dans la mise en place des plateformes d'investissement de FEDA et le développement de son portefeuille, contribuant de manière significative à sa croissance et à son développement institutionnel. Avant de rejoindre FEDA en 2019, M. Assiak était Vice-président et Directeur chez African Capital Alliance, un groupe d'investissement panafricain, et a occupé des postes à responsabilité dans le secteur bancaire nigérian, notamment chez Zenith Bank Plc. et Continental Trust Bank (désormais intégrée au groupe United Bank for Africa (UBA)). Le Dr George Elombi, président du conseil d'administra-

tion d'Afreximbank et de la FEDA, a déclaré : « Le leadership de M. Assiak, sa connaissance approfondie des institutions et sa compréhension du marché africain du capital-investissement sont essentiels au renforcement du secteur privé africain, moteur clé du commerce intra-africain et de la transformation économique du continent. Forts de son expérience, nous sommes convaincus que la FEDA continuera de mobiliser et de déployer des investissements stratégiques visant à accélérer l'industrialisation, la création de valeur ajoutée et le développement des exportations sur l'ensemble du continent. » Commentant sa nomination, M. Emmanuel Assiak, directeur général de la FEDA, a déclaré : « Je tiens à exprimer ma sincère gratitude au conseil d'administration de la FEDA et à Afreximbank pour leur confiance renouvelée. La FEDA contribue de manière significative à la mobilisation de capitaux à long terme pour les secteurs industriels et d'exportation africains, et nous nous appuyerons sur les solides fondations établies. En collaboration avec nos partenaires, la FEDA renforcera son impact en intensifiant les investissements qui créent de la valeur, dynamisent le commerce intra-africain et soutiennent le programme d'industrialisation du continent. »



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 2 juin 2026

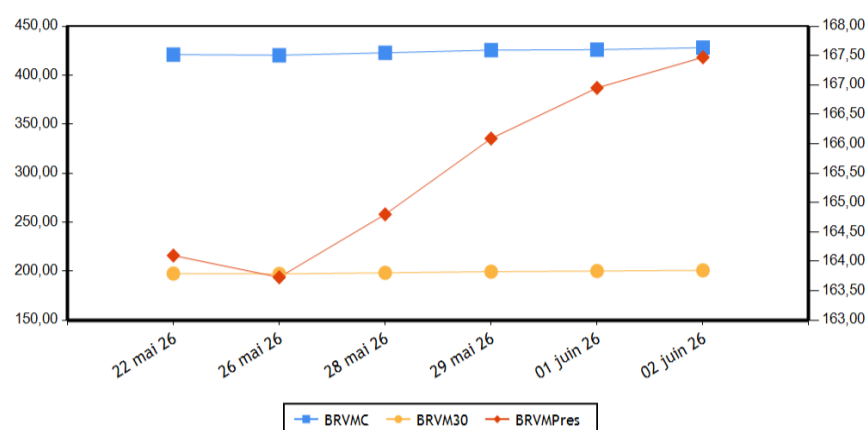
N° 101

BRVM COMPOSITE	428,01
Variation Jour	0,47 % ↑
Variation annuelle	23,79 % ↑

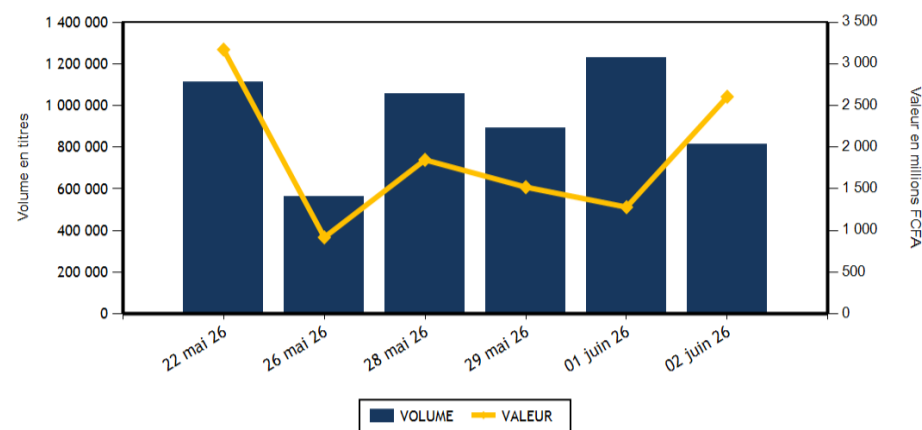
BRVM 30	200,91
Variation Jour	0,36 % ↑
Variation annuelle	20,86 % ↑

BRVM PRESTIGE	167,47
Variation Jour	0,31 % ↑
Variation annuelle	16,10 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	16 499 451 049 470	0,47 %
Volume échangé (Actions & Droits)	814 806	-33,67 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 600 191 742	105,09 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	27	50,00 %
Nombre de titres en baisse	15	-11,76 %
Nombre de titres inchangés	5	-58,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CIE CI (CIEC)	4 515	7,50 %	91,31 %
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	1 660	7,44 %	137,14 %
SAFCA CI (SAFC)	3 860	7,37 %	16,79 %
SOGB CI (SOGC)	7 990	6,68 %	1,14 %
SETAO CI (STAC)	3 000	6,57 %	126,42 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	167,47	0,31 %	16,10 %	94 935	1 476 407 570	12,35
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	303,36	1,18 %	39,38 %	703 973	1 102 182 757	15,84

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	168,00	0,53 %	26,18 %	798 908	2 578 590 327	13,45

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	103,87	-0,99 %	9,45 %	22 861	263 894 185	10,27
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	186,72	1,28 %	7,92 %	35 513	93 190 095	50,12
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	196,29	1,03 %	34,57 %	630 128	1 637 045 057	13,91
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	268,22	0,72 %	24,13 %	40 879	388 173 040	09,62
BRVM - INDUSTRIELS	6	197,81	2,71 %	49,48 %	43 171	89 239 145	15,97
BRVM - ENERGIE	4	147,93	2,25 %	33,38 %	15 351	48 782 825	17,04
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	202,11	5,21 %	90,85 %	11 005	58 265 980	18,58

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,45
Taux de rendement moyen du marché	6,32
Taux de rentabilité moyen du marché	8,32
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	205
Volume moyen annuel par séance	1 762 790,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 874 692 082,41

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 043 920 554 458	-0,02 %
Volume échangé	471	-62,02 %
Valeur transigée (FCFA)	4 651 650	-62,48 %
Nombre de titres transigés	5	-28,57 %
Nombre de titres en hausse		-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	4	-20,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	55 000	-3,68 %	60,70 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	7 290	-3,64 %	39,12 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	8 800	-2,17 %	22,56 %
SICABLE CI (CABC)	3 400	-1,88 %	44,07 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	15 705	-1,84 %	10,21 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	46,89
Ratio moyen de satisfaction	21,83
Ratio moyen de tendance	46,56
Ratio moyen de couverture	214,76
Taux de rotation moyen du marché	0,07
Prime de risque du marché	1,68
Nombre de SGI participantes	35

SoftBank détrône Toyota

Le jour où la tech a terrassé l'automobile au Japon

Le géant de la tech japonais SoftBank vient de dépasser son compatriote, le constructeur automobile Toyota, en Bourse, avec plus de 46 000 milliards de yens (248 milliards d'euros) de capitalisation. Porté par l'explosion de l'intelligence artificielle, ce basculement marque la fin d'une époque pour l'industrie manufacturière japonaise.

SoftBank vient de détrôner Toyota en Bourse, en dépassant pour la première fois depuis plus de vingt ans la capitalisation du géant automobile, à plus de 46 000 milliards de yens sur la place de Tokyo. Porté par la flambée des valeurs liées à l'intelligence artificielle, le groupe de Masayoshi Son devient la première capitalisation du pays et fait basculer le symbole de la puissance industrielle japonaise vers la tech.

De l'économie d'usines à l'économie d'actifs immatériels

Voir SoftBank devenir la première capitalisation japonaise, quand Toyota tenait ce rang depuis le début des années 2000, illustre un déplacement profond du modèle économique du pays. Le Japon passe d'un modèle centré sur les usines, l'automobile et l'export industriel



à un modèle porté par les actifs immatériels : logiciels, puces et données. Le symbole est fort dans un pays longtemps présenté comme le champion de la robotique, de l'électronique grand public et de la voiture hybride. Pour les investisseurs, cette rotation actée par le marché envoie un signal : le cœur de la valeur au Japon se déplace des chaînes d'assemblage physiques vers les architectures numériques qui alimentent l'intelligence artificielle. Ce changement pèse aussi sur les débats internes, du financement de l'innovation au partage de la valeur entre salariés de l'industrie classique et travailleurs de la tech.

Un message au reste du monde sur

(Avec agences)

la hiérarchie des secteurs

Ce basculement ne concerne pas seulement Tokyo. Dans un contexte où la capitalisation boursière des géants américains de la tech dépasse déjà largement celle des constructeurs automobiles, le fait qu'un acteur japonais très exposé à OpenAI, à Arm et aux infrastructures IA prenne la première place nationale confirme une hiérarchie mondiale des secteurs dominée par les technologies d'IA. La valeur se concentre sur les infrastructures de calcul, les modèles et les plateformes, bien davantage que sur les usines de voitures. À court terme, Toyota reste extrêmement profitable, avec un volume de ventes et une présence mondiale sans équivalent, mais son statut de « valeur refuge » japonaise est fragilisé par cette perte symbolique.

Alphabet lève 80 milliards USD

Quand l'IA force le retour aux levées de fonds

En annonçant lundi une levée de fonds de 80 milliards de dollars pour financer l'expansion coûteuse de son infrastructure d'IA, Alphabet opère un virage radical dans sa politique d'investissement. Le prix à payer pour la maison-mère de Google pour ne pas se faire distancer par les autres géants de la tech, au risque de mécontenter ses actionnaires.

Du jamais vu. Alphabet, la maison mère de Google, a indiqué lundi son intention de procéder à une augmentation de capital de 80 milliards de dollars (68,7 milliards d'euros) pour financer le développement de ses infrastructures d'intelligence artificielle (IA). Dans le détail, 30 milliards de dollars seront réunis via des introductions en Bourse simultanées, garanties par des banques d'investissement. En parallèle, un programme d'émission d'actions au marché de 40 milliards de dollars sera lancé au troisième trimestre. Enfin, les 10 milliards restants seront apportés par le conglomérat Berkshire Hathaway, anciennement dirigé par Warren Buffett, qui assoira ainsi sa position d'investisseur majeur en actions ordinaires. Outre le montant colossal de ce prochain tour de table, c'est la méthode choisie qui étonne. Car c'est la première fois depuis son introduction en Bourse, en 2004, que le géant de la tech procède à une importante vente d'actions sur le marché.



Les capex s'envolent

Pour développer le meilleur modèle d'IA, les géants de la tech doivent acheter des puces et des serveurs, construire des data centers, payer l'énergie... Autant de dépenses pharamineuses. Alphabet y a consacré 91 milliards de dollars en 2025 (78 milliards d'euros), après quelque 52 milliards l'année précédente (+74 %). Cette envolée des capex – abréviation de capital expenditure, dépenses d'investissement en français – n'est pas près de s'arrêter. Alphabet a déjà dévoilé son intention d'y consacrer au moins le double en 2026, entre 180 et 190 milliards de dollars – un montant relevé de cinq milliards de dollars en avril par rapport à une déclaration de janvier. Et s'attend même déjà à ce

que l'enveloppe augmente « significativement » l'année prochaine. Les autres grands du secteur ne sont pas en reste. Amazon, Microsoft et Meta ont aussi fortement augmenté leurs capex en 2025 par rapport à l'année précédente et envisagent d'accélérer encore cette année. Hormis Amazon qui les a « seulement » doublés entre 2024 et 2026, passant de 83 à 200 milliards de dollars, Alphabet, Microsoft et Meta les ont chacun multipliés par plus de trois. Les dépenses cumulées par ces quatre géants américains devraient atteindre 710 milliards de dollars en 2026. Un montant multiplié par trois en à peine deux ans (230 milliards de dollars en 2024) et voué à être encore plus élevé l'année prochaine.

Avec latribune.fr

Vols retardés, bagages

L'enjeu à 8 milliards d'euros des négociations à Bruxelles

Eurodéputés et États membres se réunissent depuis ce mardi à Bruxelles pour tenter de débloquer la réforme des indemnités des passagers aériens. Face au coût annuel de 8,1 milliards d'euros dénoncé par les compagnies, les Vingt-Sept prônent un allègement des sanctions, tandis que le Parlement s'y oppose.

Une réunion entre eurodéputés et États membres a démarré en début d'après-midi à Bruxelles et pourrait s'éterniser dans la nuit. La réforme retoucherait le système actuel adopté il y a une vingtaine d'années et qui prévoit jusqu'à 600 euros d'indemnisation quand un vol est retardé d'au moins quatre heures pour les vols internationaux de plus de 3 500 kilomètres. Les compagnies aériennes se plaignent régulièrement de cette charge financière, évaluée à 8,1 milliards d'euros par an par la Commission européenne. Elles affirment même être poussées à annuler des vols plutôt qu'à les retarder, par crainte de décaler les vols suivants et de payer des indemnités en cascade. L'an dernier, une majorité des 27 États membres a



voté en faveur d'un allègement de la facture des compagnies aériennes. La réforme approuvée alors prévoyait d'indemniser des retards lorsqu'ils dépassent quatre heures pour les vols jusqu'à 3 500 km, et six heures au-delà. Les montants d'indemnisation avaient également été abaissés, à 500 euros maximum. Mais le Parlement a rejeté en bloc cette proposition, en se prononçant pour des dédommagements au moins à la hauteur de ceux en vigueur actuellement.

De nouveaux droits pour les passagers

La réforme doit aussi ac-

order de nouveaux droits aux passagers. Les eurodéputés souhaitent notamment que les compagnies soient obligées d'inclure dans le prix du billet un bagage cabine de 7 kg ainsi qu'un petit sac, et qu'il soit interdit de faire payer les parents pour être assis à côté de leurs enfants. Des années de négociations n'ont jusqu'à présent pas permis d'aboutir à un accord. D'autant que les précédentes discussions étaient restées dans l'impasse, tant les avis divergent entre le Parlement et les États dans ce dossier. En cas d'échec, les règles actuelles resteraient en vigueur.

(Avec AFP)

Etats-Unis

La Fed désigne le coupable du chômage des jeunes diplômés

Selon une étude de la Réserve fédérale de New York, l'essor du travail à distance explique 64 % de la hausse du chômage des jeunes diplômés américains, dont le taux culmine à 5,8 % en 2025. Confrontées aux difficultés de l'intégration à distance, les entreprises privilégient les profils expérimentés au détriment des juniors.

Alors que tout le monde s'inquiète de l'intelligence artificielle et des possibles pertes d'emplois à venir, aux États-Unis, elle ne serait pas la première responsable concernant le chômage des jeunes. C'est ce que relève une étude de la Réserve fédérale de New York parue lundi. Le principal fautif : le télétravail. Selon ses auteurs, il expliquerait même 64 % de la hausse du chômage chez les jeunes diplômés. Avec une flambée à 5,8 % en 2025 pour les moins de 27 ans, soit le niveau le plus haut depuis 2012 (hors pandémie), les Américains fraîchement arrivés



sur le marché du travail ont de plus en plus de difficultés à être recrutés. Le taux de chômage a même augmenté de 20 % chez les moins de 29 ans, par rapport à la période pré-Covid. Pourtant, celui des diplômés expérimentés a, lui, baissé.

Des difficultés à former les plus jeunes

Selon l'étude, la hausse du chômage des jeunes « coïncide » avec la pandé-

mie et le recours au télétravail qui a été multiplié par quatre. Une période antérieure à la diffusion de l'IA générative dans les entreprises. Le chômage touche également plus les emplois qui peuvent être exercés en télétravail. « Les employeurs pourraient hésiter à intégrer de jeunes diplômés à des équipes dispersées, car il est plus difficile de leur transmettre les compétences requises à distance », écrivent Natalia Emanuel, Emma Harrington et Amanda Pallais. Les trois auteurs ont ainsi épluché les données d'une entreprise appartenant au classement Fortune 500.

Avec latribune.fr



Afrique

Un continent au cœur des enjeux économiques de demain

Par Carmen Madjé Akakpo

Longtemps considérée comme un marché d'avenir, l'Afrique s'impose progressivement comme un acteur stratégique de l'économie mondiale. Grâce à sa jeunesse, à l'abondance de ses ressources naturelles et à son potentiel de croissance, le continent attire de plus en plus les investisseurs et les grandes puissances économiques. Mais plusieurs défis restent à relever pour transformer ces atouts en richesse durable.

Une démographie qui attire l'attention

L'un des principaux atouts de l'Afrique réside dans sa population jeune. Alors que de nombreux pays développés font face au vieillissement de leur population, le continent africain continue d'enregistrer une forte croissance démographique.

Cette jeunesse représente un potentiel important pour l'économie. Chaque année, des millions de nouveaux consommateurs, travailleurs et entrepreneurs arrivent sur le marché, contribuant à stimuler l'activité économique et l'innovation.

Des ressources stratégiques très convoitées

L'Afrique dispose également de nombreuses ressources naturelles indispensables aux technologies modernes. Le cobalt, le lithium, le cuivre ou encore l'or, sont devenus des matières premières essentielles pour la fabrication des batteries, des télé-



phones et des véhicules électriques. Cette richesse explique l'intérêt croissant des grandes puissances économiques. Les États-Unis, la Chine et l'Union européenne multiplient les investissements et les partenariats sur le continent afin de sécuriser leurs approvisionnements et renforcer leur présence économique.

Le défi de la transformation locale

Toutefois, les spécialistes estiment que le potentiel africain ne pourra pleinement

se concrétiser sans une accélération de l'industrialisation.

L'exemple du cacao est souvent cité. Si l'exportation de fèves génère des revenus, la transformation locale en chocolat permet de créer davantage de valeur ajoutée, d'emplois et de richesses pour les économies nationales.

Pour de nombreux observateurs, l'avenir économique de l'Afrique dépendra donc de sa capacité à transformer localement ses ressources, à moderniser ses infrastructures et à renforcer la qualification de sa jeunesse.

Un rendez-vous avec l'avenir

L'Afrique possède aujourd'hui plusieurs atouts majeurs pour jouer un rôle central dans l'économie mondiale de demain.



Jeunesse, ressources naturelles, urbanisation et innovation constituent autant de leviers de croissance.

Mais le véritable enjeu reste de transformer ce potentiel en développement durable et inclusif. Plus qu'une promesse, l'avenir économique du continent dépendra des choix stratégiques qui seront faits aujourd'hui.



HOROSCOPE finance

Bélier Quelques inquiétudes si vous avez vidé votre compte en banque. Avec l'aide de Saturne, vous parviendrez à retrouver l'équilibre ; alors, ne laissez pas vos problèmes péculiaires actuels vous plonger dans l'insomnie. Mais si vous continuez à dépenser sans compter, vous ne vous en sortirez sûrement pas !

Taureau Moment rêvé pour signer des contrats, pour acquérir des biens, ou encore pour effectuer des transactions financières ou immobilières. En tout cas, vous pourrez améliorer votre situation matérielle de façon spectaculaire.

Gémeaux Cet aspect de Jupiter indique qu'il n'existe aucune perspective pour que vous puissiez bénéficier d'une rentrée d'argent inattendue. Ne rêvez donc pas et ne vous livrez pas aux jeux de hasard. Pensez à faire des économies.

Cancer Le secteur argent pourra subir quelques influences astrales ambiguës. En tout cas, vous devrez vous montrer raisonnable et organisé. Ceux d'entre vous qui sont prudents et bons gestionnaires s'en sortiront haut la main. Les têtes en l'air, en revanche, risquent d'avoir du mal à boucler le mois s'ils dépensent sans compter.

Lion En matière financière, le moment semble venu de faire régner un ordre rigoureux dans toutes vos affaires. Une fois en passant, ou pour des objectifs bien précis, vous pourrez vous offrir une petite folie et, si le cœur vous en dit, accorder aide et assistance matérielle à ceux de vos proches qui en ont besoin. Un jour ou l'autre, et plus vite que vous ne le pensez, vous rentrerez très largement dans vos frais.

Vierge Méfiez-vous des aspects dissonants qui se produiront ce jour. Si vous commettez des imprudences, vous aurez bien du mal, ensuite, à redresser votre situation financière, et vous vous retrouverez dans l'impasse.

Balance Uranus sera en aspect favorable. Cela veut dire que votre équilibre financier ne posera en principe aucun problème. Ceci dit, cette configuration de Jupiter, qui constitue un important facteur de chance, peut agir, entre autres, sur le plan financier. Pourquoi, alors, ne pas tenter le sort au jeu ? Qui sait, une bonne surprise est possible.

Scorpion Faites preuve d'une extrême prudence aujourd'hui pour ne pas vous laisser gruger. Méfiez-vous particulièrement des gens bien habillés et bien polis qui se présenteront chez vous en se réclamant d'une religion ou d'une congrégation quelconque. Ces "missionnaires" ne chercheront vraiment pas à sauver votre âme - elle n'a d'ailleurs pas besoin d'être sauvée ! - mais essaieront de vous soutirer de l'argent à brève échéance.

Sagittaire Dans une tractation immobilière, soyez exigeant sur la procédure. Il pourra s'agir d'un piège. Vous devrez être informé de tout. Une petite négligence pourrait avoir de graves conséquences.

Capricorne Il semble que la chance soit enfin au rendez-vous cette fois-ci et puisse arrondir votre escarcelle. Alors, pour une fois, jouez sans complexes les têtes brûlées. Ménagez-vous quand même une position de repli.

Verseau Vous pourriez faire fortune, mais certainement pas cette fois ! En revanche, vous aurez de grandes chances d'arriver à équilibrer votre budget, car vous serez moins tenté que d'habitude de dépenser sans compter. En effet, sous l'influence raisonnable et restrictive de Saturne, vos folles envies fondront comme neige au soleil, et vous saurez vous limiter aux seules dépenses indispensables.

Poisson La présente configuration astrale donne de fortes indications d'avantages dont vous serez bénéficiaire. Ceux-ci pourront prendre la forme de cadeaux, d'une offre de voyage d'agrément ou de facilités accordées pour réaliser ce dont vous avez envie.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste

Email : contact@leconomistedutogo.tg

Site web : www.leconomistedutogo.tg

REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE

(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A

(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO

(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

BOAD

DEVELOPMENT DAYS

SAVE THE DATE

📅 11 & 12 JUIN 2026

📍 HÔTEL 2 FÉVRIER,
LOMÉ-TOGO



Cinkassé

El hadj Misongle Goumma Ibrahim reconnu chef canton de Nadjoundi

El Hadj Misongle Goumma Ibrahim désigné par voix élective, le 22 janvier dernier, chef du canton de Nadjoundi dans la commune Cinkassé 2, a reçu son décret de reconnaissance le confirmant dans ses fonctions le mardi 2 juin.

Le nouveau chef a reçu le document des mains du gouverneur de la région des Savanes, Affoh Atcha Dédji. Il a été ensuite installé sur son siège royal pour les rites traditionnels d'investiture. Le gouverneur a rappelé au récipiendaire, les exigences liées à la responsabilité qui lui a été confiée. Il l'a invité à faire preuve d'humilité, d'écoute et d'impartialité dans la gestion des affaires de la population. M. Atcha Dédji a exhorté le nouveau chef à œuvrer pour la paix, la cohésion sociale et le développement du canton. Le président du conseil régional de la chefferie traditionnelle des Savanes et le porte-parole de la popu-



lation de Nadjoundi, MM. Odanou Oumorou Doblé et Kombaté Koumbine ont appelé la population à accompagner leur chef dans l'exercice de sa mission pour la consolidation du vivre ensemble et de la cohésion sociale. Le nouveau chef a exprimé sa gratitude au Président du Conseil pour la confiance placée en lui. Il a promis

avec le soutien de toute la population de Nadjoundi de mener sa mission dans l'unité, la justice, l'amour pour renforcer le vivre ensemble et enclencher le développement du milieu. La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités politiques, administratives, traditionnelles, religieuses et militaires.

Avec ATOP/BB/JK/BV

Chelsea

8 joueurs sont sur la rampe de départ

Mené par Xabi Alonso, Chelsea va changer de visage cet été. Plusieurs départs sont d'ores et déjà attendus.

Cet été, Chelsea compte mettre quelques coups de bistouri ici et là afin de s'offrir un lifting réussi. Xabi Alonso et les dirigeants seront à la tête des opérations. Selon The Athletic, les pensionnaires de Stamford Bridge souhaitent mettre sur des joueurs prêts à l'emploi et expérimentés. Le nouvel entraîneur veut des éléments avec une mentalité exemplaire, en plus des joueurs déjà recrutés comme Emmanuel Emegha, Geovany Quenda et Mike Penders, qui reviendra pour être en concurrence avec Robert Sanchez. La priorité sera de mettre la main sur un défenseur central ainsi qu'un attaquant polyvalent, capable de jouer à plusieurs positions sur le rectangle vert. Les noms de Morgan Rogers et Ibrahima Konaté ont été liés au club. Idem pour Valentin Barco. Pour le reste, cela dépendra des départs. Car c'est surtout là que les Blues s'attendent à du mouvement. Xabi Alonso aimerait compter sur Marc Cucurella, mais



l'Espagnol est ouvert à un départ. Hier, The Athletic citait le Barça, le Real Madrid, l'Atlético de Madrid et Manchester City comme candidats à sa venue. Chelsea veut le garder mais ne le retiendra pas si une bonne proposition arrive cet été. C'est un peu la même chose pour Enzo Fernandez, cité au Real Madrid et à Manchester City. Pour lui, il faudra toutefois mettre environ 140 M€.

Des départs sont prévus

C'est le prix fixé par Todd Boehly et ses équipes. Ce qui devrait en rebuiter pas mal. Le gardien Filip Jorgensen souhaite aussi s'en aller pour obtenir plus de temps de jeu. Les Blues ont accédé à

sa demande. De plus, The Athletic ajoute qu'un attaquant sera vendu durant cette intersaison. Ce ne sera pas João Pedro, pour lequel la porte est fermée. Nicolas Jackson, de retour de prêt du Bayern Munich, et Liam Delap, qui n'a pas convaincu lors de sa première saison, peuvent être vendus. Toujours au rayon des ventes, Axel Disasi est aussi sur le marché. Le Français, qui revient d'un prêt à West Ham, a déjà des touches. Il faudra aussi gérer des éléments comme Wesley Fofana, Trevoh Chalobah et Benoît Badiashile puisque Chelsea veut un renfort en défense. Ce qui pourrait les impacter. La vente de Tyrique George devrait être actée à Everton. Les Blues veulent aussi se débarrasser définitivement de David Datro Fofana, qui a été prêté à Strasbourg la saison dernière. Chelsea cherchera à se débarrasser de lui définitivement pendant l'intersaison. Pour Marc Guiu, les Anglais privilégient un prêt.

Avec footmercato.net

Kloto/campagne de distribution des moustiquaires imprégnées

Le Comité local fait le point à mi-parcours des préparatifs

Les membres du Comité local d'organisation (CLO) de la campagne de distribution des Moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) dans le district sanitaire de Kloto ont dressé le bilan à mi-parcours des préparatifs de l'opération, le mardi 2 juin à Kpalimé.

Cette rencontre a permis d'évaluer l'état d'avancement des activités en cours et d'identifier les défis à relever pour assurer le succès de la campagne. Dans une présentation, Claude-Bernard Sodzi, infirmier diplômé d'Etat de santé publique, a souligné que la phase active de la campagne est marquée par le dénombrement des ménages et la remise des coupons aux bénéficiaires. Dans cette dynamique, souligne-t-il, les différents acteurs mobilisés à tous les niveaux poursuivent leurs efforts afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles. Malgré les avancées, il a relevé quelques difficultés. Il s'agit notamment de données manquantes, de problèmes liés à la synchronisation des données vers le serveur, des perturbations du réseau téléphonique ainsi que des aléas climatiques affectant certaines zones d'intervention. Pour y faire face, souligne M. Sodzi, les superviseurs concernés ont été interpellés, tandis que



des forfaits téléphoniques sont prévus pour faciliter la transmission des données. Des mesures d'anticipation sont également envisagées pour limiter les risques liés aux crues des rivières. Le présentateur a également rappelé le défi lié au transport des moustiquaires des sites de stockage vers les points de distribution. Les maires, chefs de canton et chefs de village sont appelés à contribuer à la résolution de cette contrainte logistique. Le directeur préfectoral de la Santé, Dr Kokou Sewa a souligné qu'avant le dénombrement, plusieurs sessions de formation ont été organisées à l'endroit des acteurs de terrain sur la micro-planification, la logistique, le dénombrement des ménages ainsi

que la remise des coupons. La stratégie retenue, précise-t-il, repose sur une approche porte-à-porte, avec l'implication des Agents de dénombrement et de distribution (ADD) qui utilisent un outil digitalisé pour la collecte et la synchronisation des données. Sur le plan de la mobilisation sociale, Dr Kokou rappelle les actions de sensibilisation menées, notamment des émissions radiophoniques, des notes d'information partagées aux différentes chefferies traditionnelles, aux églises et aux mosquées, des spots de sensibilisation. Le directeur a indiqué que pour cette campagne, le défi est de couvrir 100 % des ménages du district sanitaire de Kloto.

Avec ATOP/AYH/SED



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Ministère de l'Éducation nationale
Ministère délégué, chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Communiqué

Le Ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique informe les étudiants togolais que l'Université COMSATS d'Islamabad offre, au titre de l'année académique 2026-2027, des bourses d'études destinées aux ressortissants des États membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI).

Ces bourses concernent les programmes de master et de doctorat dans les domaines de l'intelligence artificielle et des technologies émergentes.

Les étudiants désireux de postuler sont invités à soumettre leur candidature via le lien suivant :
http://ww2.comsats.edu.pk/internationalstudents/COMSATS_HQ.aspx

Pour rappel, la date limite de candidature est prévue pour fin juin 2026.

Pour toute information complémentaire, les candidats sont invités à contacter le service des admissions internationales par courrier électronique à l'adresse suivante : int.admissions@comsats.edu.pk.

Fait à Lomé, le 3 juin 2026

Professeur Gado TCHANGBEDJI
Ministère délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique



FIPE UEMOA

WEST AFRICA ECO FORUM

FORUM

INTERNATIONAL DE LA PRESSE ECONOMIQUE
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

SENEGAL - DAKAR

24, 25 et 26 JUIN 2026

